

L'UIMM Lorraine et la FIEV s'inquiètent de la survie de la filière automobile en Lorraine

L'UIMM Lorraine et la FIEV s'unissent pour préserver la filière automobile en Lorraine. Face à une mutation du secteur et à l'effondrement de la production nationale de véhicules, les deux organismes appellent à des actions collectives et stratégiques pour sauver les emplois industriels et accroître la compétitivité de l'industrie.



Nathalie Vaxelaire, présidente de l'UIMM en Lorraine et Jean-Louis Pech, président de la FIEV — Photo : Anabelle Filoche

Ensembles, l'UIMM Lorraine et la FIEV (Fédération des Industries des Équipements pour Véhicules) se mobilisent pour le soutien de la filière automobile en Lorraine. "Notre filière est en pleine mutation. Ces défis sont concrets et impactent nos entreprises en Lorraine", lance Nathalie Vaxelaire, présidente de l'UIMM en Lorraine. "Nous sommes face à une situation grave en France et en Europe, avec des entreprises qui s'en vont et qui ne reviennent pas : la production d'automobile mondiale est

repartie à la hausse, mais la production nationale de véhicules légers s'est effondrée de 38 % depuis 2020", complète Jean-Louis Pech, le président de la FIEV, qui s'appuie sur les chiffres de l'Organisation Internationale des Constructeurs Automobiles.

Préserver l'emploi local

En Lorraine, la filière automobile représente près de 23 000 emplois directs, soit 13 % de l'emploi industriel régional et 8 % des emplois français du secteur. "L'UIMM s'associe à la FIEV pour interpeller les pouvoirs publics et nourrir son action collective à l'échelle régionale, au service de la compétitivité de l'industrie et de la préservation de l'emploi", explique l'organisme dans un communiqué.

Un besoin d'agir collectivement

"Nous partageons avec la FIEV une décision forte : agir collectivement. Dans le Grand Est, nous avons la chance de bénéficier de relais politiques importants. Notre objectif est maintenant de dresser une feuille de route", vise Nathalie Vaxelaire. Évoquant des équipementiers automobiles qui font face à la fin des ventes de véhicules thermiques, à la période inflationniste de 2022-2024, à la stagnation de la part de marché des véhicules électriques en Europe et à l'instauration de droits de douane supplémentaires sur les véhicules importés aux États-Unis, les deux organismes se montrent insatisfaits du Plan d'Action sur l'avenir de l'industrie automobile présenté par la Commission européenne, qui "ne répond pas concrètement à l'urgence de la situation".

Des dissensions au sein de la filière

Pour autant, "le problème est que personne ne propose une contre stratégie. Nous faisons face à un double problème de compétitivité, qui touche à la fois le coût du travail et de l'énergie, et notre proposition technologique. Il ne faut pas oublier que le problème est aussi qu'on ne remet pas assez en question la valeur de nos technologies", réagit Maxime Grojean, vice-président de l'UIMM Lorraine et président du meusien Gaming Engineering, spécialisé dans la conception et fabrication de composants mécaniques principalement pour le marché automobile.

Trois axes d'action prioritaires

Dans cette perspective, la FIEV et l'UIMM Lorraine appellent à se concentrer sur trois axes d'action prioritaires. D'abord, l'adoption de mesures claires de contenu local européen, avec l'instauration d'un seuil minimal de 75 à 80 % de contenu local, pour définir un "fabriqué en Europe". Le deuxième axe d'action concerne la restauration de la compétitivité de l'industrie automobile en France et en Europe, via la mise en œuvre d'un plan d'investissement européen, ou encore la réduction du prix de l'énergie. Enfin, les deux organismes appellent à décarboner le transport routier dans une approche globale, en soutenant la vente de véhicules électriques.